

## **Prise de parole dans le cadre de la Marche pour la paix – 01/01/2010**

C'est avec beaucoup d'émotion que je prends la parole devant vous aujourd'hui. Pour vous parler de paix. Je fais pourtant partie d'une génération qui, en Belgique, n'a pas connu la guerre. Mais si je vous dis que je suis née Yougoslavie, cela change la perspective. Je suis née d'un père serbe et d'une mère croate. Du temps de la Yougoslavie. Moins de 1200 km entre ici et ma famille maternelle croate, un peu plus de 1500 km avec ma famille paternelle serbe. J'avais 12 ans quand la guerre a éclaté. A 12 ans, on ne pense pas à la paix. Parce que c'était quelque chose de naturel, d'acquis... qui ne pouvait être remis en question.

La paix est comme l'air qu'on respire : on mesure son prix quand elle vient à manquer.

J'ai pu le mesurer quand la guerre a éclaté en Yougoslavie. Touchant mes proches, mes grands-parents, mes oncles, mes tantes, mes cousin.e.s, mes ami.e.s... au sein des deux peuples/des deux camps qui se déchiraient justement... et me touchant ainsi indirectement mais quasi quotidiennement. Insidieusement. Nous n'avions plus de nouvelles de tout ou partie de la famille. Certains ont dû fuir leur village. Des cousins et amis à moi ont été mobilisés/enrôlés dans l'armée. J'ai dû changer de nationalité. Choisir entre mes deux origines. Je n'ai plus pu voyager librement en Serbie, avec un passeport croate. Je n'ai plus vu ma famille serbe pendant des années.

Mais de mes origines je retiens aussi que ce n'est pas parce qu'un pays n'est pas en guerre qu'il est en paix. Mes parents sont arrivés en Belgique bien avant la guerre. Ils ont pourtant fui la Yougoslavie. Un pays pourtant en paix à l'époque. Mais une paix maintenue par un régime autoritaire et violent, ce n'est pas vraiment la paix.

Un régime qui empêche la liberté religieuse, philosophique, économique ou politique ne peut mener à une paix durable.

C'est pourquoi de nombreux pays et populations ont érigé la liberté et la démocratie comme valeurs de paix. C'est vrai pour les Balkans, et pour la Belgique, parmi les membres fondateurs de l'Union européenne. Ce sont nos valeurs communes.

Et en tant qu'élue, j'estime qu'il est de ma responsabilité, de notre responsabilité, de défendre ces valeurs pour garantir la paix aux générations futures. Il y a le devoir de mémoire bien sûr. 75 ans après la Deuxième guerre mondiale et 40 ans après la chute du mur de Berlin, il est essentiel de rappeler inlassablement les risques des extrémismes de droite comme de gauche, des discours populistes, du repli sur soi...

Mais je crois qu'on est à un moment charnière où l'oubli et l'ignorance nous guettent. Et dans certains discours politiques ou médiatiques, on sent le retour de la rhétorique de la peur et de l'exacerbation des différences voire de certains discours révolutionnaires/anti-système qui prônent le contraire de la liberté et de la démocratie.

Il est important de les condamner mais aussi et surtout de s'interroger sur l'écho qu'ils peuvent trouver au sein de la population ou du moins d'une partie d'entre elle. Crise économique, sociale, climatique, migratoire, etc. Ces inquiétudes-là occupent beaucoup plus les esprits que la démocratie, la liberté et la paix qui nous semblent acquises.

Que ce soit en Wallonie, en Belgique ou en Europe, l'action politique démocratique a déçu en ce qu'elle ne semble pas répondre aux attentes de la population. Notre rôle en tant qu'élus, c'est de rendre confiance. Pour cela, il faut du courage politique, une vision à plus long terme que la prochaine élection, mais aussi pouvoir se remettre en question.

Défendre encore aujourd'hui un projet de société basé sur une idéologie ou doctrine ou tout simplement un contexte du siècle passé voire encore celui d'avant, ne me semble plus vraiment avoir de sens.

Le clivage gauche-droite lui-même est de plus en plus dépassé. Je suis libérale, mais je ne me sens pas de droite, ni de gauche, d'ailleurs ce sont des clivages qui divisent des démocrates entre eux. Le clivage aujourd'hui, il doit opposer ceux qui veulent proposer un projet de société à ceux qui veulent juste opposer des populations, des catégories sociales ou économiques entre elles.

Car ceux qui prônent de limiter la liberté ou les droits de certains aujourd'hui au nom d'un idéal pourraient bien sacrifier les nôtres demain. Je n'ai pas en mémoire d'exemple de régime extrémiste, de droite ou de gauche, où des élections réellement démocratiques ont été organisées.

Et on observe même des dérives dans des pays considérés comme démocratiques : L'Amérique de Trump ou la Grande-Bretagne du Brexit ou même certains pays de l'Est, où en réponse au mécontentement qu'éprouvent leurs concitoyens, des leaders politiquent travestissent la vérité et désignent des coupables pour cacher leur incapacité à apporter des réponses aux attentes économiques, sociales ou en termes de sécurité...

Pour cela, les démocrates doivent absolument choisir le camp de la vérité, du sens des responsabilités et du bon sens. Contre le populisme et la démagogie, il faut redoubler de pédagogie mais aussi cesser les oppositions stériles et les promesses irréalistes. Mais la population dans son ensemble et les médias ont aussi une responsabilité à prendre. Les mensonges ne se transforment pas en vérité simplement parce qu'ils sont énoncés par des leaders politiques et repris en boucle dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Il faut accepter de se confronter aux faits/à la réalité et accepter que la vérité est parfois moins facile à entendre, peut susciter la réflexion critique, le débat.

C'est bien là le propre de nos démocraties contre les régimes qui censurent les médias, interdisent internet ou les réseaux sociaux, etc.

Bref, face aux montées des extrémismes, il faut une mobilisation forte du politique comme de l'ensemble de la société. Pour moi la paix durable, elle passera par notre capacité à préserver la confiance en la démocratie.

Diana Nikolic